



service de presse et d'information des  
communautés européennes

# INFORMATIONS SYNDICALES ET OUVRIERES

BRUXELLES: 244, RUE DE LA LOI  
TELEPHONE: 35 00 40

LUXEMBOURG: 18, RUE ALDRINGER  
TELEPHONE: 292.41

*Publication périodique*

1967 - n°

1

## SOMMAIRE

### Pages

#### I. COMMUNAUTES EUROPEENNES

- Lignes directrices des travaux de la Commission de la CEE dans le secteur des affaires sociales ..... 1

#### II. LES SYNDICATS ET L'EUROPE

- La politique sociale dans la CEE : position des syndicats CISL et CISC ..... 12
- Les syndicats CISL et CISC en faveur de l'association d'Israël à la CEE ..... 13
- Plein-emploi et politique énergétique commune à l'examen du comité exécutif CISL ..... 13
- Réunion des exécutifs permanents des mineurs CISL-CECA ..... 15
- La Fédération des syndicats chrétiens dans la CECA et la situation des mines de fer ..... 17

#### PRISES DE POSITION DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS

- Problèmes de l'industrie minière européenne ..... 18
- La situation dans le marché de l'acier ..... 24
- Les problèmes de l'industrie du meuble et du bois dans la CEE évoqués dans un discours de M. J. Boom (NVV-Pays-Bas) ..... 26
- L'harmonisation sociale dans les transports routiers : une prise de position des syndicats CISL et CISC ..... 27
- Activité européenne des internationales chrétiennes de l'alimentation et de l'agriculture ..... 28

#### III. LES SYNDICATS FSM ET LE MARCHÉ COMMUN

- La CGIL (Italie) et la CGT (France) décident l'ouverture d'un "secrétariat de Bruxelles" et l'organisation d'une conférence européenne ..... 30

#### IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION ..... 32

Sommaire des principaux sujets présentés dans les "Informations syndicales et ouvrières" en 1966 ..... 40

Informations ..... 44



## I. COMMUNAUTES EUROPEENNES

### LIGNES DIRECTRICES DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DE LA CEE DANS LE SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

La Commission de la CEE vient d'établir les lignes directrices de ses travaux dans le secteur des affaires sociales. Elles constituent les orientations générales et le cadre d'ensemble dans lequel s'inscriront les actions concrètes et spécifiques de la Commission en la matière. Conformément à ce qui a été convenu à l'occasion du Conseil de ministres du 19 décembre 1966, les parties du document concernant les conditions de vie et de travail (article 118 du Traité) feront l'objet d'un examen approfondi lors d'une prochaine réunion du Conseil de ministres consacrée aux questions sociales en vue de la définition des tâches prioritaires de l'action de la Communauté dans le domaine de l'harmonisation sociale.

On trouvera ci-après le texte intégral de l'introduction et un résumé des autres parties du document.

#### INTRODUCTION

1. Il est évident que le traité de Rome a été conçu dans une perspective non seulement économique mais également sociale. Une autre conception eût d'ailleurs été impensable compte tenu de l'interdépendance étroite des préoccupations et des faits économiques et sociaux. C'est pourquoi la Commission a affirmé clairement, lors de la présentation de son programme d'action pour la seconde étape, que la Communauté devait avoir sa propre politique sociale, en soulignant que la réalisation des buts sociaux du Traité ne pouvait être attendue de la seule mise en oeuvre du Marché commun mais qu'elle nécessitait également l'intervention d'initiatives propres de caractère social. La Commission réaffirme aujourd'hui cette nécessité dans le cadre général de l'action communautaire intégrant à la fois, dans une approche globale et réaliste, les aspects économiques et sociaux du développement.

Il n'est que de se reporter à l'évolution intervenue dans les Etats membres, où les préoccupations sociales ont joué un rôle déterminant dans

la définition des orientations politiques générales, pour concevoir que la Communauté doit, elle aussi, dans une conception d'ensemble, inscrire l'expansion économique et le progrès social dans une même finalité.

2. C'est dans cet esprit qu'il convient d'apprécier les résultats de la politique sociale de la Communauté et de dégager les perspectives de développement en tenant compte, d'une part, des leçons qui peuvent être utilement tirées des travaux effectués jusqu'ici et d'autre part, de la novation que constitue, notamment par ses implications évidentes dans le domaine social, l'élaboration d'un premier programme de politique économique à moyen terme.

3. Les bases des travaux de la Commission se trouvent, bien évidemment, dans le traité de Rome et dans les nécessités qui apparaissent au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

4. En matière sociale, un certain nombre de dispositions spécifiques et précises ont été introduites dans le Traité concernant notamment la libre circulation des travailleurs, la sécurité sociale des travailleurs migrants, le Fonds social européen, les régimes de congés payés et l'égalisation des salaires masculins et féminins. C'est bien entendu sur le respect de ces obligations impératives que l'accent devait d'abord être mis et la Commission s'est en effet attachée par priorité à cette tâche au cours de la première et de la seconde étapes, tâche qu'elle entend poursuivre et perfectionner à l'avenir.

5. Parallèlement, la politique commune de formation professionnelle prévue par l'article 128 du Traité devra revêtir un aspect plus concret dans le cadre des principes généraux et des programmes d'action déjà adoptés.

6. Mais d'autres dispositions du Traité ont un caractère très général au regard des finalités sociales de l'intégration économique. Elles trouvent leur support essentiel - entre les objectifs du préambule et de l'article 2 - dans les articles 117 et 118 relatifs à l'harmonisation des systèmes sociaux. C'est dans ce domaine - où l'imprécision des textes, par ailleurs particulièrement ambitieux, a permis des interprétations divergentes - que les efforts conjoints des États membres et de la Commission doivent, dans un souci de clarification et d'efficacité, être plus nettement accentués. Sur la base des résultats déjà obtenus et qui peuvent être considérés comme assez largement positifs, il conviendrait donc de déterminer de façon précise les actions ultérieures à entreprendre, dans le cadre d'orientations générales retenues conjointement par les gouvernements et la Commission, en tenant pleinement compte des points de vue des partenaires sociaux.

7. S'il est clair que les études effectuées dans les différents domaines visés à l'article 118 du Traité constituent, en elles-mêmes, un mode d'action, il est cependant nécessaire que certaines d'entre elles soient prolongées par des interventions communautaires permettant à la Commission de répondre à la mission qui lui a été confiée de promouvoir une étroite collaboration entre les Etats membres afin que soit réalisée progressivement l'indispensable "convergence" des politiques sociales nationales.

8. Il convient enfin de rappeler qu'en dehors des articles du Traité qui imposent l'adoption de mesures spécifiques en matière sociale, la politique sociale de la Communauté s'inscrit comme en filigrane à travers l'ensemble du Traité ce qui, d'une part, oblige la Commission à tenir compte des facteurs sociaux dans presque tous les éléments de la politique communautaire - politiques communes ou autres politiques - et lui permet, d'autre part, de fonder juridiquement des interventions de la Communauté touchant au domaine social sur d'autres articles que ces articles spécifiques.

9. Cet ensemble de considérations permet d'apprécier l'activité de la Commission au cours de la première et de la seconde étapes et de prendre conscience plus clairement des tâches qui restent à accomplir avant la fin de la période de transition pour respecter les dispositions du Traité.

Cela implique d'une part, la réalisation effective et complète des obligations spécifiques de caractère social, ce qui ne saurait être contesté, mais aussi, d'autre part, des efforts accrus tant de la part des Etats membres que de la Commission pour qu'il ne subsiste aucune disparité sociale trop marquée susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du Marché commun et que l'harmonisation des systèmes sociaux - pris dans leur ensemble et compte tenu des spécificités nationales justifiées - puisse être considérée comme étant engagée de façon satisfaisante. C'est dans cette optique qu'il convient de considérer les résultats obtenus jusqu'à ce jour et les activités que nécessite l'achèvement du programme établi pour la seconde étape.

10. C'est également dans cette optique qu'il convient d'attacher un intérêt tout particulier au projet de premier programme de politique économique à moyen terme de la Communauté, qui doit être approuvé par le Conseil après avis du Parlement européen et du Comité économique et social. L'établissement de ce programme, qui doit permettre la coordination des politiques économiques générales des Etats membres, a en effet mis en lumière certains aspects déterminants, pour les cinq prochaines années, de la politique sociale comme les problèmes de l'emploi, de la formation professionnelle, de la durée du travail, des revenus, de la sécurité sociale, des équipements sociaux et des disparités régionales, par exemple. Les études entreprises et les orientations retenues tracent ainsi - tout en tenant compte, bien entendu, des autres aspects sociaux d'égale importance mais qui n'ont pas, pour des raisons diverses, été évoqués dans ce premier programme - le cadre général dans lequel doivent s'inscrire les politiques sociales nationales et communautaires.

11. Par ailleurs, la Commission doit rester constamment informée, pour la meilleure mise en oeuvre de ses travaux, des priorités sociales affirmées au plan national tant par les gouvernements que par les partenaires sociaux. Cette information régulière sur l'évolution de la politique sociale dans les Etats membres doit pouvoir trouver sa source, d'une part, dans l'étude des aspects essentiels des programmes gouvernementaux, des budgets sociaux nationaux et des prises de position syndicales - patronales et ouvrières - et, d'autre part, dans l'organisation de confrontations périodiques au niveau communautaire aussi bien avec les représentants des gouvernements qu'avec les représentants des organisations européennes d'employeurs et de travailleurs. Ces confrontations, partant de l'extension progressive et des transformations du droit social au cours des récentes années dans chacun des six pays, devraient permettre de dégager les grandes tendances d'évolution à moyen terme.

12. Enfin, étant donné que les partenaires sociaux, de par l'autonomie propre dont ils jouissent dans tous les Etats membres, jouent un rôle important dans le progrès social, il est indispensable de développer la participation de leurs représentants, selon des modalités appropriées, lors de la définition des activités communautaires afin de permettre la réalisation, dans des conditions optimales, des objectifs ci-dessus décrits.

13. Il reste clair que la réalisation progressive des divers éléments constituant les lignes directrices des travaux de la Commission dans le domaine social avant la fin de la période de transition, tiendra compte des adaptations rendues nécessaires par d'éventuelles modifications dans les exigences et priorités nationales ou communautaires.

## L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### Les problèmes de l'emploi

Il importe tout d'abord de poursuivre et d'améliorer les travaux permettant d'obtenir une connaissance aussi complète que possible de l'évolution conjoncturelle de l'emploi. Mais les études conjoncturelles doivent être prolongées par des perspectives d'évolution à plus long terme de façon à permettre l'intervention, en temps utile, de mesures assurant un meilleur ajustement des disponibilités et des besoins en main-d'oeuvre.

Dans cette optique, outre les études globales et quantitatives, il est indispensable de procéder à des analyses détaillées, structurelles et qualitatives, faisant apparaître l'évolution de l'emploi par secteur, niveaux de qualification et régions.

Le rôle et l'efficacité des services nationaux de l'emploi devront être confrontés avec les nécessités de l'économie moderne, notamment en ce qui concerne, d'une part, l'information sur le nombre et la localisation des emplois disponibles permettant un ajustement rapide des offres et des demandes et, d'autre part, le développement de l'orientation professionnelle des adolescents et des adultes.

Pour tenir compte de tous ces éléments, il conviendrait de procéder périodiquement à un examen en commun de la situation et de l'évolution des différents aspects des problèmes de l'emploi qui se font jour dans le cadre national et communautaire.

### La libre circulation des travailleurs

Les entraves juridiques à la libre circulation des travailleurs se trouvent déjà, pour une très large part, éliminées. Elles devront l'être complètement par les prochaines mesures que la Commission va proposer au Conseil concernant la période définitive de la libre circulation. Mais la Commission devra s'attacher à ce que les dispositions communautaires, qu'elles fassent l'objet de règlements ou de directives, connaissent une application pratique dans tous les Etats membres.

Dans la recherche d'une plus grande efficacité, le premier objectif de la Commission et des Etats membres devra être d'assurer les plus larges possibilités d'emploi à la main-d'œuvre disponible dans la Communauté. Pour cela, des efforts accrus seront nécessaires pour améliorer notablement les mécanismes actuellement en vigueur de mise en contact et de compensation des offres et des demandes d'emploi. Par ailleurs, en vue de pallier le manque d'adaptation qualitative de la demande à l'offre, il faudra développer un effort conjoint de formation professionnelle accélérée en faveur des travailleurs disposés à émigrer et qui en sont empêchés, faute d'une qualification professionnelle suffisante. Enfin, il conviendrait que les Etats membres confrontent, au niveau communautaire, leurs politiques de recrutement dans les pays associés et dans les pays tiers en vue de tenir compte de leurs intérêts mutuels. Les aspects sociaux et humains de la libre circulation des travailleurs feront l'objet de nouveaux travaux de la Commission.



## La sécurité sociale des travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté

Dans ce domaine, la Commission doit poursuivre son action dans le sens d'une simplification et d'une amélioration des procédures et de leur extension à d'autres catégories de travailleurs. Outre la refonte du règlement de base (règlement n° 3) déjà proposée par la Commission, le travail de révision sera étendu au règlement d'application (règlement n° 4). Par ailleurs, le problème de la coordination des régimes de sécurité sociale des travailleurs non salariés devra être résolu.

## La formation professionnelle

L'action communautaire, pour être réaliste, doit rester orientée vers les grands problèmes auxquels sont confrontés, à des degrés divers, les Etats membres et contribuer, ce faisant, à la solution de ces problèmes. C'est pourquoi s'impose un examen périodique, en commun, de la situation et de l'évolution des différents aspects des politiques de formation professionnelle.

### 1. La formation professionnelle des jeunes

L'une des tâches les plus urgentes est celle d'achever et de préciser l'inventaire des moyens de formation existant dans la Communauté afin de comparer leur débit aux besoins. Il est indispensable à cet égard d'organiser au plan communautaire une confrontation des prévisions ou des réflexions des Etats membres à moyen et long terme. Ces confrontations porteront également sur la rénovation de certaines structures et sur leur adaptation à l'évolution économique, technique, sociale et culturelle. La nécessité reconnue d'une polyvalence dans les programmes de formation implique des études ayant pour but de déterminer les connaissances générales et techniques et les aptitudes pratiques communes à plusieurs métiers et professions et pouvant ainsi constituer les éléments d'une formation de base élargie.

L'inventaire des principales méthodes de formation utilisées dans la Communauté permettra de promouvoir la diffusion des méthodes les plus utiles au moyen, le cas échéant, de cours communautaires ou de centres pilotes. Parallèlement, l'un des obstacles à l'efficacité de la formation professionnelle étant constitué par la pénurie de personnel enseignant, il conviendra d'examiner les moyens d'y remédier.

## 2. La formation professionnelle des adultes

L'inventaire des structures et des moyens existants en matière de formation accélérée et de réadaptation des adultes devra être confronté au niveau communautaire avec les besoins prévisibles, compte tenu de l'accélération des mutations structurelles de l'économie.

## 3. L'échange de jeunes travailleurs

Dans le cadre du premier programme commun d'échange de jeunes travailleurs, la Commission mènera auprès des organisations ou associations intéressées une action d'information destinée à stimuler ces échanges.

## L'orientation professionnelle

La Commission développe progressivement en matière d'orientation professionnelle le programme de collaboration déjà établi entre les Etats membres qui se concrétisera par des échanges d'expériences, des actions communes et des examens en commun de l'évolution et de l'efficacité des services d'orientation professionnelle.

## Le Fonds social européen

Il est évident que les activités en ce domaine seront largement conditionnées par les dispositions arrêtées par le Conseil sur la base des propositions déjà présentées par la Commission et visant à un élargissement des compétences du Fonds. Par ailleurs, compte tenu de l'article 126 du Traité, il sera nécessaire, au cours des prochaines années, d'étudier le plus concrètement possible, les orientations à donner au développement futur de l'activité du Fonds dans le cadre des objectifs à atteindre par la politique communautaire au-delà de la troisième étape.

## LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

### Considérations générales

Jusqu'ici, la Commission s'est essentiellement préoccupée de rendre "transparente" l'évolution de certains aspects des conditions de vie et de travail, ces "études sociales" étant ou non prolongées par des mesures communautaires prenant le plus souvent la forme de la recommandation.

Il semble bien en effet qu'une des premières tâches de la Commission soit une tâche d'information générale et de rassemblement de documentation pour tout ce qui concerne les aspects tant législatifs et réglementaires que conventionnels des politiques sociales des Etats membres. Ces tableaux comparatifs indispensables devraient pour cela être constamment tenus à jour et complétés, dans toute la mesure du possible, par des prévisions d'évolution à court et moyen terme. Sur certains points, la Commission pourra prolonger ces études par la formulation de simples avis. Il est évident néanmoins que l'intervention d'autres instruments juridiques communautaires reste opportune et parfois nécessaire si l'on veut obtenir un certain rapprochement des dispositions nationales pour le meilleur fonctionnement et le développement du Marché commun.

### Les salaires

La tâche permanente et fondamentale de la Commission en ce domaine est d'obtenir une connaissance aussi approfondie que possible de l'évolution des salaires dans les six pays, sous l'aspect coût et sous l'aspect revenu.

Il importe également de porter une attention particulière à certains problèmes, comme par exemple : les diverses politiques de formation des patrimoines et d'accès à la propriété pour les travailleurs, les systèmes d'échelle mobile des salaires, une meilleure connaissance du niveau et de la structure des revenus non salariaux et les glissements de salaires effectifs (wage-drift).

## La durée du travail

Les diverses études effectuées ont permis une meilleure connaissance comparée des dispositions légales et conventionnelles et des situations de fait dans les domaines les plus divers de la durée du travail. Mais les tableaux synoptiques élaborés devront, pour conserver toute leur utilité pratique, faire l'objet de mises à jour régulières sur la base des nouvelles dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles.

Certains des aspects plus particulièrement "protecteurs" du droit de la durée du travail devraient pouvoir faire l'objet d'éventuelles mesures d'harmonisation, par exemple : le travail de nuit, le travail dominical et la durée maximale, quotidienne et hebdomadaire du travail.

## Les relations de travail

La Commission doit pouvoir présenter aux parties intéressées une vue d'ensemble de la situation et de l'évolution du droit des relations individuelles et collectives du travail dans les six pays. A cette fin, il conviendrait que soit mise en oeuvre une procédure d'information régulière portant à la fois sur les novations législatives et réglementaires et sur les clauses les plus importantes insérées dans les conventions collectives.

La mise au point de cette information régulière pourrait également servir de base à un examen plus approfondi des relations professionnelles par secteur au sein de comités paritaires ou de "groupes mixtes de travail" dont la création, au niveau européen, répondrait à des besoins particuliers ressentis tant par les travailleurs que par les employeurs. La Commission voit avec ferveur la constitution de tels comités et se déclare prête à leur apporter toute l'aide technique nécessaire.

Le dialogue amorcé et poursuivi au sein de ces comités ne pourrait qu'avoir une influence positive sur le développement de la politique sociale au niveau communautaire, que ce dialogue aboutisse ou non à des accords formels ou informels. Mais, si de tels accords s'avéraient possibles ils pourraient servir de référence aux organisations professionnelles et syndicales lors des négociations paritaires entreprises sur le plan national ou régional, facilitant ainsi la réalisation progressive d'une harmonisation sociale dans le domaine contractuel.

## L'hygiène et la sécurité du travail

L'organisation, au niveau communautaire, d'une collaboration entre les services nationaux compétents en matière d'hygiène et de sécurité du travail a permis la réalisation d'un certain nombre de travaux qui ont abouti à l'élaboration de projets d'instruments communautaires relatifs aux pistolets de scellement et aux substances dangereuses. Dans le même cadre, il est envisagé de poursuivre l'examen d'autres aspects de la sécurité du travail concernant les échafaudages métalliques, les bandes transporteuses, les grues, les monte-charge, les machines agricoles dangereuses et différents outils ou machines-outils, en vue d'aboutir, le cas échéant, à des propositions.

## La sécurité sociale

Il conviendra d'étudier l'évolution passée et future des principales branches de la sécurité sociale : soins de santé, allocations familiales, pensions de vieillesse, en exploitant notamment les budgets nationaux et, pour certains pays, les parties sociales des plans.

Les travaux à entreprendre devraient porter sur l'évolution des coûts de la sécurité sociale et des revenus qu'elle distribue. Des séries statistiques seraient tenues à jour pour comparer, à l'intérieur de chaque pays et de pays à pays, l'évolution de certaines données indispensables pour évaluer exactement la situation sociale et placer le phénomène de sécurité sociale dans son contexte général : masse salariale, ensemble des dépenses publiques, etc.

## Problèmes du logement social, du service social, de la politique familiale et de la santé publique

Les travaux relatifs à la politique du logement social seront poursuivis. Une attention particulière sera accordée aux aspects régionaux ainsi qu'aux limites de solvabilité des catégories les plus défavorisées. Des initiatives seront ainsi proposées en vue d'améliorer l'habitat rural. Un effort d'approfondissement sera effectué pour une meilleure connaissance au niveau communautaire des activités des services sociaux et des problèmes à résoudre en ce domaine, notamment en ce qui concerne certaines catégories comme par exemple les handicapés, les personnes âgées, les femmes et les

jeunes. Les échanges d'information concernant les politiques familiales des Etats membres seront continués et les études relatives au niveau de vie des familles et aux budgets familiaux permettront de mieux apprécier la politique de compensation des charges familiales. Seront également examinés les problèmes que pose à un nombre croissant de femmes la nécessité de concilier leur activité professionnelle et leurs responsabilités familiales. Une attention sera accordée aux problèmes les plus importants de santé publique qui se posent de façon analogue dans les pays de la Communauté et en premier lieu à ceux de l'équipement hospitalier et de la pollution de l'air et de l'eau.

#### LES ASPECTS SOCIAUX DES POLITIQUES COMMUNES ET AUTRES POLITIQUES

En agriculture, une attention particulière sera consacrée à la réalisation de la parité sociale avec les autres secteurs d'activité.

Dans le domaine des transports, l'activité prochaine de la Commission sera principalement consacrée à l'élaboration des mesures d'exécution de la décision du Conseil relative à l'harmonisation de certaines dispositions ayant une incidence sur la concurrence dans le domaine des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable. Ces dispositions viseront notamment la composition des équipages, les temps de travail et de repos et le régime des heures supplémentaires.

#### LES STATISTIQUES SOCIALES

L'Office statistique des communautés européennes entend poursuivre et développer, au cours des prochaines années, ses efforts d'harmonisation des statistiques sociales. Il s'agit essentiellement de résoudre les problèmes complexes et multiples que pose la comparabilité des statistiques sociales nationales.

## II. LES SYNDICATS ET L'EUROPE

### LA POLITIQUE SOCIALE DANS LA CEE : POSITION DES SYNDICATS CISL ET CISC

Bruxelles, 20 décembre 1966

Les deux secrétariats européens de la CISL et de la CISC ont diffusé le 20 décembre dernier, un communiqué commun au sujet de la réunion du Conseil de ministres du travail et des affaires sociales de la CEE qui s'est tenue à Bruxelles le 19 décembre 1966.

Après s'être réjouis de l'accord du Conseil "sur l'opportunité de procéder à des sessions régulières et plus fréquentes consacrées aux problèmes sociaux", les deux secrétariats expriment "leur satisfaction quant à l'accord intervenu au sein du Conseil en vue d'entreprendre certaines études et actions telles que proposées dans le memorandum du ministre Veldkamp. Ils soulignent cependant la nécessité de voir ces propositions intégrées dans le programme social que la Commission a élaboré en étroite collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs".

"En effet - poursuit le communiqué - les secrétariats estiment que toute mesure dans le domaine social doit se baser sur une conception générale de progrès social".

Selon les syndicats, "il devient de plus en plus difficile, dans les pays membres de la Communauté européenne, de mettre en oeuvre une politique sociale nationale". Par conséquent "ils sont d'avis que les développements industriels et économiques en Europe sont tels que la nécessité de la politique sociale communautaire devient de plus en plus évidente. En l'absence d'une telle politique communautaire, il pourrait, en effet, se produire des tensions et des troubles sociaux extrêmement dangereux pour la démocratie en Europe".

Rappelons que, avant la session du Conseil de ministres du 19 décembre 1966, une délégation du secrétariat syndical européen CISL et de l'organisation européenne de la CISC avait rencontré le ministre néerlandais Veldkamp président en exercice de ce Conseil.

Au cours de cet entretien les représentants syndicaux ont souligné "la nécessité que la politique sociale au niveau européen soit réalisée d'une façon démocratique. Ceci signifie - informe le communiqué précité - que cette politique ne peut pas être fixée unilatéralement et d'une manière autoritaire par les gouvernements des Etats membres". Les syndicats ont en outre exprimé l'avis que "les grandes lignes d'une telle politique devraient être développées lors d'un colloque entre les instances communautaires et les partenaires sociaux au niveau européen, tandis qu'une conférence tripartite sur la politique sociale communautaire semble des plus nécessaires".

LES SYNDICATS CISL ET CISC  
EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION D'ISRAËL A LA CEE

Bruxelles, 24 janvier 1967

A l'occasion de la reprise des conversations exploratoires au sujet de la demande d'association d'Israël, le secrétariat syndical européen (CISL) et l'organisation européenne de la CISC ont adressé en commun une lettre au président de la Commission de la CEE, le professeur Hallstein, dans laquelle les deux organisations rappellent leur position en faveur de l'association d'Israël à la Communauté européenne.

A ce propos, nous signalons qu'une délégation de 12 syndicalistes des pays de la CEE s'est rendue en Israël du 4 au 13 mars 1967. Le but de ce séjour a été de prendre contact avec l'organisation syndicale "Histadrout" et avec divers organismes gouvernementaux afin de coordonner les efforts autour de la demande d'association d'Israël.

PLEIN EMPLOI ET POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNE  
A L'EXAMEN DU COMITE EXECUTIF CISL

Bruxelles, 3 février 1967

Le comité exécutif du secrétariat syndical européen, auquel sont affiliées les confédérations syndicales libres (CISL) des pays de la Communauté économique européenne s'est réuni à Bruxelles les 2 et 3 février 1967.



A l'issue des travaux, un communiqué a été diffusé, dont nous reproduisons des extraits concernant :

#### Questions sociales et économiques

"L'ensemble du comité exécutif a exprimé son inquiétude devant les tendances qui se sont à nouveau manifestées pendant la réunion des six ministres des affaires sociales, le 19 décembre 1966; ces tendances visent nettement à exclure le mouvement syndical d'une véritable participation à l'établissement d'un début de politique sociale communautaire. Les organisations syndicales continueront à s'opposer à une telle attitude, car elles considèrent que ces délibérations concernent directement les intérêts des travailleurs dans la Communauté".

"Cette même tendance regrettable à restreindre les délibérations communautaires aux fonctionnaires des administrations nationales et européennes s'est montrée récemment lors de l'établissement de la dernière recommandation sur la politique conjoncturelle. Dans ce domaine, le comité exécutif constate que le niveau de l'emploi diminue dans plusieurs pays de la Communauté".

"Il craint que l'incertitude qui, à des degrés divers, caractérise la situation économique actuelle ne dégénère rapidement en récession marquée, si les institutions communautaires et certains gouvernements, trop préoccupés par des difficultés budgétaires et d'équilibre de la balance des paiements, ne modifient pas leur politique".

"Le plein emploi doit constituer le premier objectif de la politique économique; des mesures sélectives de stimulation dans les secteurs et régions les plus touchés doivent être mises en vigueur d'urgence. Les réserves de devises des pays de la CEE suffisent largement pour permettre une telle action".

"Le comité exécutif estime que la stabilité des prix exige une action spécifique sur les causes mêmes de l'augmentation des prix et ne justifie nullement un freinage de la demande globale, qui aura certainement des répercussions néfastes sur les impulsions d'investissement des entreprises".

"Le comité exécutif met les institutions communautaires en garde contre les dangers de certaines méthodes commerciales agressives qui, dans certains

secteurs, reviennent à l'exportation des difficultés nationales et portent dès lors atteinte au fonctionnement même du Marché commun".

### Politique énergétique commune

"Un marché commun de l'énergie organisé dans le cadre des communautés européennes constitue une nécessité absolue".

"Partant de la constatation que ce but ne peut être atteint qu'à travers une politique européenne de l'énergie, les syndicats groupés au sein du secrétariat syndical européen (CISL) soutiennent sans réserve les revendications formulées en la matière par les syndicats européens des travailleurs de la mine".

"Les secrétariats syndicaux de Bruxelles et de Luxembourg discuteront, en une collaboration permanente et étroite, les problèmes qui se posent, dans le but de parvenir à une action commune".

### REUNION DES EXECUTIFS PERMANENTS DES MINEURS CISL - CECA

Marseille, 23, 24, 25 novembre 1966

Les porte-parole qualifiés des syndicats des mineurs affiliés à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) se sont réunis à Marseille les 23, 24 et 25 novembre 1966.

Un communiqué, publié par le bureau de liaison des mineurs CISL-CECA, informe que les discussions ont porté sur les rapports suivants : la nécessité d'instaurer une politique énergétique européenne; les objectifs à court terme en matière de politique sociale.

Le communiqué poursuit ainsi :

"L'analyse de la situation de l'industrie charbonnière communautaire, dont les difficultés vont grandissant, a révélé que les Etats membres de la Communauté avaient de plus en plus tendance à recourir à des moyens strictement nationaux dont l'optique n'était que très rarement orientée vers une intégration prochaine de l'énergie européenne".

"Constatant l'absence de directives et d'orientation communes en matière de politique énergétique de la part des Etats membres, les représentants syndicaux des mineurs CISL, responsables de près de 700.000 travailleurs des mines, dénoncent vigoureusement cette manière d'agir, et réclament avec véhémence que la Communauté et les gouvernements prennent l'initiative de définir sans attendre des objectifs et des moyens économiques et sociaux pour que les mineurs sachent quel sera leur avenir dans le cadre d'une politique énergétique européenne".

"Ils s'élèvent contre la duplicité des gouvernements, qui, sur les plans nationaux accusent sans cesse - et souvent d'une façon trop gratuite - l'incapacité des instances communautaires, alors que ces mêmes gouvernements pratiquent au sein du conseil spécial de ministres de la CECA une obstruction à l'égard de solutions valables".

"L'existence et le niveau de vie des peuples de la Communauté sont, dès à présent, influencés journellement et directement par l'absence de cette politique énergétique. Les dirigeants syndicaux CISL mineurs considèrent qu'un manque de décision dans ce domaine risque de compromettre sérieusement les progrès réalisés jusqu'ici dans le domaine de l'intégration économique européenne".

"Ils apprécient les efforts faits par la Haute Autorité pour des actions immédiates en faveur de l'industrie charbonnière en général et des travailleurs des mines en particulier. Ils considèrent comme indispensable que la session du conseil spécial de ministres prévue pour le 7 février 1967 concrétise les propositions minima contenues dans le rapport du groupe "ad hoc" "problèmes charbonniers".

"Il faut noter que la solution du problème du charbon à coke (dans l'hypothèse où celle-ci pourrait être avancée rapidement) ne devrait constituer qu'un premier pas vers une politique commune de l'énergie et ne modifierait pas sensiblement la situation des travailleurs de l'industrie charbonnière".

"Par ailleurs, les dirigeants syndicaux CISL des mines de la Communauté estiment indispensable le resserrement des liens professionnels et l'organisation d'une harmonisation des positions revendicatives, sociales et économiques entre les mineurs des six pays. Ils condamnent toute politique qui, sous

le couvert de l'Europe des Etats, ne peut aboutir à terme qu'à des conflits nationaux depuis longtemps dépassés".

"Ils insistent auprès des gouvernements des Etats membres pour qu'une suite rapide soit donnée à leurs propositions".

LA FEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS DANS LA CECA  
ET LA SITUATION DES MINES DE FER

Luxembourg, 9 janvier 1967

Réunis à Luxembourg en janvier 1967, les délégués des mines de fer de différents pays de la CECA : de France, d'Allemagne et du Luxembourg, ont examiné la situation dans le secteur des mines de fer, où les fermetures se multiplient et où les effectifs fondent littéralement.

D'après les délégués des mines de fer, cette situation entraîne des conséquences extrêmement graves : on procède aujourd'hui à l'exploitation des meilleures couches, ce qui aboutit à un véritable écrémage des gisements, à une réduction accélérée des réserves exploitables de la Communauté et à des dangers certains concernant la sécurité d'approvisionnement.

Par ailleurs, les conséquences sociales sont également très sérieuses, d'autant plus que les possibilités dans les régions ferrifères sont limitées, surtout depuis les difficultés de la sidérurgie.

Certaines adaptations sont inévitables, estiment ces délégués, mais ils pensent qu'il est de leur droit et de leur devoir de demander que ces ajustements se fassent suivant des programmes coordonnés, soigneusement préparés et dans des conditions acceptables socialement et régionalement. Ils ont le sentiment qu'il n'y a pas eu jusqu'ici un effort communautaire suffisant pour tenter de préserver au mieux le patrimoine communautaire des mines de fer.

Dans certains pays, il est extrêmement difficile de répondre à des critiques très dures qui sont faites sur la facilité avec laquelle des échanges communautaires se trouvent rompus au profit de sources d'approvisionnement situées à l'extérieur de la Communauté. Les délégués ont attiré

l'attention de la Communauté sur ce point, en demandant que la Haute Autorité s'efforce de trouver les moyens permettant de sauvegarder tout ce qui peut l'être, raisonnablement, en matière d'exploitation des minerais de fer, et de réaliser les adaptations nécessaires, dans des conditions supportables.

En ce qui concerne l'amélioration des dispositions de réadaptation, les syndicalistes CISC des mines de fer ont souhaité qu'un effort particulier soit fait dans les directions suivantes :

- recherche d'une coordination plus étroite avec les sidérurgies intérieures et les mines communautaires, afin qu'en liaison avec la Haute Autorité, leur solidarité puisse être renforcée ou, tout au moins, que des programmes rationnels soient établis dans le rythme de substitution des approvisionnements en minerais de fer;
- recherche des solutions dans le domaine des transports pour essayer de favoriser l'écoulement des minerais communautaires, qui ne doivent en tout cas pas être handicapés par rapport au transport des minerais importés pour une même distance;
- accélération de l'effort de préparation et d'élargissement des minerais communautaires;
- mesures de protection, temporaires éventuellement, contre les importations de minerai, afin que des programmes de reconversion puissent être élaborés dans les délais nécessaires, dans les régions intéressées.

#### PRISES DE POSITION DES COMITES PROFESSIONNELS ET INDUSTRIELS

#### PROBLEMES DE L'INDUSTRIE MINIERE EUROPEENNE

Bochum, 4 novembre 1966

Le syndicat des mineurs allemands (IG Bergbau) demande la création d'une société unique dans les charbonnages de la République fédérale

Dans un memorandum adressé à la Haute Autorité, l'IG Bergbau und Energie (DGB-Allemagne), a exprimé à nouveau l'avis que la meilleure solution

des problèmes qui se posent actuellement à l'industrie charbonnière allemande consisterait dans la création d'une société unique pour l'ensemble de la République fédérale.

C'est au cours d'une conférence de presse, qui a eu lieu le 4 novembre 1966 à Bochum, que M. Arendt, président de l'IG Bergbau und Energie, a développé ses conceptions en la matière.

Selon M. Arendt, la création d'une société charbonnière unique permettrait notamment : des solutions optimales dans les secteurs de la production, de la prospection, de la recherche technique et des investissements dans le domaine charbonnier, ainsi qu'une amélioration des conditions de vente.

Toutefois, la création d'une société unique demandant nécessairement un certain temps, il faudrait prendre en attendant des mesures immédiates, permettant de réaliser dès maintenant des avantages attachés à une société unique. Il conviendrait notamment de centraliser en une seule organisation la vente en commun du charbon.

Heerlen, 25 novembre 1966

#### Le syndicat néerlandais PCMB et la situation minière au Limbourg

Le 25 novembre 1966 s'est réuni le Conseil de la fédération syndicale néerlandaise des mineurs protestants (Protestants Christelijke Mijnwerkersbond).

Dans une résolution, qui a été adoptée, les mineurs PCMB estiment :

- "que la situation de l'emploi au Limbourg ne doit pas être menacée par des fermetures précipitées de sièges";
- "que des emplois appropriés doivent être disponibles avant qu'il puisse être procédé au licenciement de travailleurs des mines, quel que soit le secteur où ils sont occupés";
- "que l'aide du gouvernement néerlandais à l'industrie minière - qui est bien moins poussée que l'aide gouvernementale dans les autres pays de la CECA - devra être améliorée aussi rapidement que possible";

- "que des mesures doivent être prises en vue de garantir une diminution progressive du revenu, conformément aux dispositions transitoires prévues à l'article 56 du traité de la CECA";
- "que les problèmes des mineurs plus âgés et moins valides méritent une attention particulière, même après le départ de ces mineurs".

Le conseil PCMB décide de porter cette résolution à la connaissance : du ministre des affaires économiques; du ministre des affaires sociales et de la santé publique; de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier; du commissaire de la Reine de la province du Limbourg; de la direction de la centrale professionnelle de l'industrie minière.

Paris, 8 et 9 décembre 1966

Deux résolutions des mineurs "Force ouvrière" sur l'industrie charbonnière et les maisons ouvrières

Le conseil national de la fédération "Force ouvrière" des mineurs (France) s'est réuni à Paris les 8 et 9 décembre 1966.

A cette occasion, deux résolutions ont été adoptées. La première porte sur la situation de l'industrie charbonnière européenne, la seconde s'occupe de l'initiative de la Haute Autorité concernant la construction de logements destinés aux travailleurs de la CECA.

Nous reproduisons ci-après le texte intégral de ces deux résolutions.

a) Industrie charbonnière européenne

La fédération nationale force ouvrière des mineurs :

- "1. enregistre avec satisfaction le résultat positif auquel a abouti, au sujet du charbon à coke destiné à la sidérurgie, la dernière session du conseil spécial de ministres de la CECA, le 22 novembre 1966";

- "2. insiste auprès des six gouvernements pour que la prochaine session du Conseil, qui a été fixée au 7 février 1967, soit positive en ce qui concerne le charbon à coke";
- "3. demande qu'au cours de cette session, les gouvernements se mettent définitivement d'accord :
- sur les critères selon lesquels chaque pays producteur accordera à son industrie charbonnière des subventions pour le charbon à coke vendu à la sidérurgie dans le cadre national, ainsi que sur le niveau de ces subventions qui ne devront introduire des discriminations ni dans l'écoulement des charbonnages ni dans l'approvisionnement de la sidérurgie;
  - sur les modalités de la compensation financière multilatérale entre les six pays dont bénéficieront les prix du charbon à coke produit dans un pays de la Communauté et consommé par la sidérurgie d'un autre pays de la Communauté";
- "4. note que cet ensemble de mesures sera pris dans l'intérêt commun des deux industries de la CECA :
- l'écoulement du charbon à coke sera stabilisé, sans que les charbonnages soient obligés de supporter (par la pratique de l'alignement) des sacrifices sur les prix;
  - la sidérurgie pourra se procurer le charbon à coke d'origine communautaire dans les conditions de prix aussi favorables que celles qui lui sont offertes pour le charbon à coke en provenance des pays tiers";
- "5. invite les gouvernements à assurer aussi l'équilibre entre l'offre et la demande des charbons domestiques, notamment en s'engageant sur le volume actuel des échanges intracommunautaires, qui sera considéré comme un minimum et sur le volume actuel des importations des pays tiers, qui sera considéré comme un maximum";
- "6. affirme que l'impérieuse nécessité d'élaborer dans les plus courts délais une politique énergétique globale, applicable à la Communauté toute entière, ne saurait absolument pas servir de prétexte pour retarder la mise au point et l'adoption, en faveur du charbon, de mesures concrètes qui :
- d'une part, amélioreront dans l'immédiat tant la situation économique des charbonnages que la situation sociale des mineurs;
  - d'autre part, constitueront une première étape vers la réalisation de la politique charbonnière européenne qu'il faudra ensuite intégrer dans une politique énergétique communautaire".



b) Maisons ouvrières CECA

"Le conseil national des mineurs "Force ouvrière" élargi aux délégués siégeant dans les commissions régionales "Maisons ouvrières CECA".

Considérant que l'aide CECA concernant la politique sociale de la Haute Autorité dans le domaine de la construction de logements destinés aux travailleurs de la Communauté européenne du charbon et de l'acier

- a permis de reloger du personnel habitant dans des cités minières anciennes particulièrement vétustes;
- permet de couvrir l'apport personnel exigé des travailleurs construisant en accession à la propriété;
- est consentie à un taux d'intérêt réduit;
- apporte un allègement effectif des charges supportées par les constructeurs, en leur permettant de ne pas toujours faire appel à des fonds à intérêt élevé sur le marché national des capitaux;
- peut faciliter le relogement des travailleurs touchés par des mesures de reconversion et l'implantation d'industries nouvelles.

Le conseil national des mineurs "Force ouvrière" estime que l'initiative de la Haute Autorité constitue une participation positive à l'élévation du niveau de vie des travailleurs. Il marque son insistance pour que les interventions sociales de la CECA se poursuivent et s'intensifient dans l'avenir.

Luxembourg, 1er février 1967

Un document de la fédération internationale des syndicats chrétiens des mineurs sur les problèmes actuels de la profession minière

Le comité exécutif de la fédération internationale des syndicats chrétiens de mineurs CISC, réuni à Luxembourg le 1er février 1967,

Après avoir pris connaissance du texte définitif du memorandum sur les problèmes actuels de la profession minière, élaboré au mois de novembre 1966 par le conseil syndical de l'Internationale réuni en session extraordinaire à Bruxelles, a décidé de publier ce document et de l'adresser aux instances européennes, nationales et régionales intéressées.

Face à la situation, le comité exécutif :

- attire l'attention sur l'urgence des solutions à apporter aux problèmes sociaux, économiques et techniques de l'industrie minière, problèmes dont l'ampleur et la gravité dépassent la profession et, de ce fait, exigent des décisions politiques;
- déclare que, face à la grave crise de l'industrie charbonnière, il ne méconnaît pas les nécessités d'une adaptation de la production aux conditions nouvelles du marché de l'énergie, mais entend que cette adaptation se fasse suivant un rythme acceptable et dans le respect des intérêts des travailleurs des mines et des régions minières;
- demande que soit appliquée la résolution du 28 avril 1966 du comité consultatif de la CECA, stipulant que "le rythme d'adaptation des charbonnages doit être conditionné par la cadence possible d'une reconversion des régions en cause, afin d'assurer le réemploi de la main-d'oeuvre préalablement à toute réduction d'effectifs et à toute fermeture";
- demande également : le développement des aides actuelles; que les emplois nouveaux nécessaires soient créés dans les régions minières et que les travailleurs puissent les accepter sans appréhension ni dommage; et enfin, que les charbonnages aient les moyens de faire à leur personnel une situation en rapport avec le caractère de leur profession;
- demande avec instance l'accélération de l'instruction des dossiers et le versement des aides, pour que les interventions se fassent en temps utile;
- considère qu'une telle politique d'adaptation ordonnée de la production charbonnière ne sera pas réalisable si, tout en recherchant le plus bas prix possible pour le consommateur, certaines taxes limitées ne sont pas imposées aux produits importés et aux énergies concurrentes qui profitent du recul du charbon, et doivent légitimement participer aux charges de réadaptation et de reconversion des régions minières;
- demande notamment que la Haute Autorité et les gouvernements tiennent compte de cette nécessité dans l'élaboration de la solution communautaire recherchée actuellement pour les importations de charbon;
- attire l'attention sur la gravité de la crise des mines de fer, qui a de profondes conséquences aussi bien sociales qu'économiques, puisque c'est l'existence même d'une importante ressource de la Communauté qui est compromise;

- réclame une réaction urgente des Etats et de la Haute Autorité de la CECA, afin qu'un programme cohérent de sauvetage des minerais communautaires soit établi par les diverses sidérurgies consommatrices et que, dans la mesure où des substitutions de minerais importés apparaîtraient inévitables, elles se fassent dans le cadre d'une politique concertée et non au jour le jour;
- l'Internationale des mineurs CISC demande enfin, dans la perspective de la fusion des communautés, que le futur traité unique conserve à l'exécutif des moyens d'intervention efficace en matière économique, préserve les réalisations sociales acquises dans le cadre du traité de la CECA et renforce les moyens de participation des travailleurs au sein des organismes exécutifs et des organismes consultatifs des communautés européennes.

### LA SITUATION DANS LE MARCHE DE L'ACIER

Bruxelles, 18 et 19 janvier 1967

#### Une réunion de la Fédération internationale des syndicats chrétiens de la métallurgie

Le bureau de la Fédération internationale des syndicats chrétiens de la métallurgie s'est réuni à Bruxelles les 18 et 19 janvier, sous la présidence de M. J. Coeck.

Il a procédé à un examen de la situation dans les différents pays d'Europe et a constaté que, plus que jamais, le mouvement syndical joue un rôle indispensable dans la défense des intérêts des travailleurs. Le caractère européen de certaines difficultés et de certaines menaces suppose que le syndicalisme puisse jouer le même rôle au niveau communautaire.

Le bureau s'est préoccupé de la situation difficile sur le marché de l'acier, et a réaffirmé le droit imprescriptible du syndicalisme d'être un partenaire à part entière au niveau des communautés européennes. Il a déclaré que les organisations syndicales doivent absolument être consultées par la Haute Autorité avant que des décisions soient prises en ce qui concerne les solutions à apporter aux difficultés de l'industrie de l'acier.

D'autre part, le bureau a estimé extrêmement souhaitable une collaboration avec la CISL en vue de l'élaboration d'un programme d'action et de revendications au niveau communautaire.

Le bureau a, enfin, entendu et discuté un exposé de M. J. Kulakowski, secrétaire général de l'organisation européenne de la CISC, sur "les réalités et les perspectives du mouvement syndical en Europe".

Il a conclu à la nécessité d'une structure vraiment européenne des organisations professionnelles de travailleurs.

Paris, 25 janvier 1967

#### Une note de la confédération générale des cadres (France)

Dans une note, publiée le 25 janvier dernier, la confédération générale des cadres (France) "confirme une nouvelle fois son attachement aux traités instituant les communautés européennes; elle reconnaît que les dispositions du traité de Paris créant la Communauté charbon-acier sont insuffisantes pour faire face aux difficultés que rencontre actuellement le marché de l'acier et regrette que le problème de la fusion des exécutifs des communautés n'ait pu recevoir de solution positive. Elle estime cependant que la responsabilité de la situation actuelle ne peut être attribuée de façon systématique et totale à la Haute Autorité, dont les propositions n'ont pas toujours reçu l'attention méritée de la part des pays membres, et qu'il est pour le moins regrettable d'admettre que les récentes taxes compensatoires instituées en Allemagne fédérale traduisent un constat de faillite de la CEEA".

"Dans ces conditions, la CGC rappelle qu'elle reste opposée à toutes mesures particulières prises ou projetées par certains partenaires, et qui vont à l'encontre de mesures communautaires".

LES PROBLEMES DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE ET DU BOIS DANS LA CEE  
EVOQUES DANS UN DISCOURS DE M. J. BOOM (NVV-PAYS-BAS)

Les 2 et 3 décembre a eu lieu à Milan une conférence de la commission commune CISL des ouvriers du bâtiment et du bois dans la CEE (voir informations n° 8/66).

J. Boom, secrétaire de la Fédération syndicale néerlandaise de l'industrie du meuble et du bois (NVV) a prononcé - au nom de son organisation - un discours dont nous reproduisons ci-dessous des extraits :

"Les industries du bois dans la CEE sont confrontées avec les problèmes de la concurrence des matières premières de substitution ainsi que de la mécanisation et de l'automatisation croissante, qui risquent de porter atteinte aux possibilités d'emploi.

La concentration et/ou la spécialisation des petites entreprises s'effectue à une cadence trop lente.

Le niveau des investissements reste en général insuffisant et la concurrence exercée par les pays extérieurs à la CEE ne fait qu'augmenter.

Le rattachement des pays de la zone de libre-échange à la CEE constitue également un problème important pour l'industrie du bois. Celle-ci devra y répondre, dans les divers pays, en conjuguant ses efforts sur le plan de la production, de la recherche et des exportations. A cet égard, les syndicats devront jouer un rôle stimulant.

Etant donné les problèmes de cette branche d'activité, il est souhaitable d'effectuer une profonde analyse structurelle. Peut-être est-il possible qu'une initiative soit prise à cet égard dans le cadre de la CEE.

Enfin, les problèmes visés exigent une collaboration étroite entre les syndicats dans la CEE, collaboration qui implique une coordination des conditions de travail.

Il est très urgent d'élaborer un programme d'action commune à court et à long terme, tous les syndicats des travailleurs du bois devant prendre séparément leurs responsabilités à cet égard.

La situation actuelle et son évolution future appellent une coordination des activités des syndicats, dans l'intérêt de leurs membres. Il s'agit de réagir et de réagir en commun".

L'HARMONISATION SOCIALE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS :  
UNE PRISE DE POSITION DES SYNDICATS CISL ET CISC

Bruxelles, décembre 1966

Une prise de position commune a été élaborée par le comité syndical des transports de la Communauté (ITF-CISL) et le comité européen des transports (CET-CISC) relative à la proposition du règlement présenté en juillet 1966 par la Commission au Conseil de ministres de la CEE et concernant l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route.

Dans leur prise de position, les syndicats des transports CISL et CISC soulignent que les graves accidents routiers survenus au cours de ces derniers mois, donnent au projet de la Commission un caractère d'actualité particulièrement frappant.

"Les syndicats des transports de la CEE - précise le document - ont toujours soutenu que l'harmonisation des dispositions sociales doit s'appliquer simultanément aux transports nationaux et aux transports internationaux. Seule cette conception d'égalité de traitement permet de tenir compte à la fois des exigences de la concurrence, de la sécurité des transports et du progrès social. Les syndicats des transports constatent avec satisfaction que, dans son projet de règlement, la Commission a retenu ce principe".

Le document examine ensuite différents points du projet de règlement ayant trait, en particulier, à l'âge minimal des conducteurs (article 5); à la composition des équipages (article 7); à la durée de conduite (articles 9 et 10); au repos journalier (article 11); aux dérogations, contrôles et sanctions.

ACTIVITE EUROPEENNE DES INTERNATIONALES CHRETIENNES  
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Bruxelles, 20 janvier 1967

Les délégués des deux internationales professionnelles chrétiennes des travailleurs agricoles et des travailleurs de l'alimentation, réunis à Bruxelles en session du groupe de travail européen agriculture-alimentation de la CISC, ont examiné les problèmes actuels posés par la réalisation de la politique agricole commune dans la CEE.

"Ils ont étudié - affirme un communiqué de l'OE de la CISC - plus particulièrement les répercussions dans le domaine social que pourrait provoquer l'application des organisations de marché à instaurer pour le sucre, les matières grasses végétales et les mesures qui seraient prises éventuellement en matière de rationalisation de l'industrie de la meunerie".

Pour ce qui concerne le projet de règlement du marché du sucre, le communiqué précise que "la réunion incite instamment la Commission et le Conseil de ministres européens, d'insérer dans ce règlement les dispositions nécessaires pour parer aux conséquences sociales qui, aussi bien pour les travailleurs en sucrerie que pour les travailleurs agricoles, découleront des mesures de rationalisation et de fusion dans l'industrie sucrière et de la survenance de surplus de sucre éventuels, entre autres par suite de la consommation toujours croissante d'édulcorants chimiques".

"En matière du projet de règlement du marché des matières grasses végétales, le groupe de travail regrette que, lors de l'élaboration de ce projet, on n'a pas tenu suffisamment compte des influences néfastes que les pratiques de dumping existantes dans le marché international des tourteaux, important sous-produit de l'huilerie, pourront exercer sur la rentabilité de l'industrie des huiles, menaçant ainsi l'emploi des travailleurs dans ce secteur".

"Persuadée qu'il est nécessaire dans l'intérêt général comme, à long terme, dans celui des travailleurs du secteur, qu'il soit procédé à la rationalisation de l'industrie meunière au niveau de la CEE, la réunion regrette pourtant que les organisations syndicales des travailleurs de l'alimentation n'ont, jusqu'ici, pas été associées aux négociations préparatoires. Tenant compte des conséquences inévitablement défavorables de telles mesures pour l'emploi dans ce secteur, la réunion prie la Commission d'octroyer un

droit de regard aux représentants des travailleurs de la meunerie, dans le cadre des organes qui seront chargés du contrôle des mesures prises en cette matière".

Finalement la réunion du groupe de travail a décidé à l'unanimité de porter immédiatement cette résolution à la connaissance de toutes les instances nationales et européennes intéressées.



### III. LES SYNDICATS FSM ET LE MARCHÉ COMMUN

#### LA CGIL (ITALIE) ET LA CGT (FRANCE) DECIDENT L'OUVERTURE D'UN "SECRÉTARIAT DE BRUXELLES" ET L'ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE EUROPÉENNE

Rome, 14 et 15 février 1967

Le comité permanent de liaison et d'initiative syndicale entre la Confédération générale du travail (CGT) et la Confédération générale italienne du travail (CGIL) s'est réuni les 14 et 15 février 1967, à Rome.

Participaient à la réunion : L. Lama, R. Scheda, G. Mosca, V. Foa, M. Diddò, F. Montagnani et U. Scalia, pour la CGIL; H. Krasucki, A. Berteloot, M. Caille, L. Mascarello et R. Hernio, pour la CGT.

Nous reproduisons le texte du communiqué, publié à l'issue de cette réunion.

Dans ce communiqué, la CGT et la CGIL "considèrent que l'évolution des politiques économiques et sociales, dans les pays du Marché commun et dans d'autres pays d'Europe occidentale, confirme la tendance générale des monopoles et de différents gouvernements à faire supporter aux travailleurs les conséquences de la concentration et des transformations techniques et à opposer une résistance acharnée et coordonnée aux revendications essentielles".

"Cette situation détermine des luttes revendicatives plus vives en Italie, en France et dans les autres pays avec un renforcement du courant unitaire dans chaque pays, et pose l'exigence d'une coordination de celles-ci sur le plan international".

Le comité permanent CGT-CGIL constate ensuite "une prise de conscience croissante de la nécessité de l'unité parmi les travailleurs et au sein de nombreuses centrales de différents pays. Elle se manifeste dans la position de certaines centrales et de nombreuses fédérations d'industrie de diverses affiliations en faveur du rapprochement des syndicats de toutes appartenances internationales et contre la discrimination à l'égard de la CGT et de la CGIL, sous prétexte qu'elles sont affiliées à la FSM. Elle se manifeste

également par le développement des relations et d'initiatives communes entre organisations d'entreprise, de région, d'industrie de France, d'Italie et d'autres pays".

Le comité se félicite "du retentissement de ses initiatives et de l'efficacité de son activité qui a contribué à cette évolution et donné une plus grande force à l'action des deux centrales, pour la reconnaissance de leurs droits dans les organismes du Marché commun.

"Il a examiné les mesures à prendre pour donner une nouvelle extension au mouvement unitaire en Europe occidentale et pris diverses dispositions dans ce but :

"Le comité a décidé d'organiser une conférence représentative de la CGT et de la CGIL, les 13, 14, 15 octobre, à Milan, avec l'ordre du jour suivant :

"L'activité de la CGT et de la CGIL :

- "- pour les salaires et les revendications des travailleurs de France et d'Italie et leur solution contractuelle";
- "- devant les problèmes du Marché commun";
- "- pour l'unité d'action des syndicats d'Europe occidentale".

"Cette conférence sera ouverte aux autres organisations des pays intéressés qui le désireront".

"Les deux centrales ont également décidé d'ouvrir un "secrétariat de Bruxelles du comité permanent CGT-CGIL", dont le but est :

- "- d'établir tous les contacts utiles avec les organismes du Marché commun, suivre leurs activités et faire connaître l'opinion et les propositions communes des deux centrales";
- "- de développer les relations avec les diverses centrales syndicales et organisations internationales intéressées au Marché commun";
- "- de contribuer à l'action pour la reconnaissance des droits de la CGIL et de la CGT pour l'unité de tous les syndicats".

"Elles ont décidé l'édition d'un bulletin commun d'information".

#### IV. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

##### CEE

"AIDES APPORTEES AUX AGRICULTEURS MIGRANTS DANS LES PAYS DE LA CEE"  
- "Etudes" - série agriculture n° 22 - Bruxelles 1966 - Service des publications des communautés européennes n° 8159 - Quatre langues - En vente.

La Commission de la Communauté économique européenne a fait paraître dans la collection études, série agriculture, une étude comparée des différentes "aides apportées aux agriculteurs migrants dans les pays de la CEE".

La rédaction de cette étude a été confiée à MM. H. Cluzel et R. Fraigneaud, respectivement directeur et sous-directeur de l'association nationale de migration et d'établissement ruraux.

Ce document, précédé d'un avant-propos qui rappelle le calendrier fixé par le Conseil pour la réalisation de la liberté d'établissement en agriculture ainsi que les directives déjà approuvées dans ce secteur, essaie, dans la mesure du possible, de comparer les différentes aides que les gouvernements accordent à leurs ressortissants dans le cadre des migrations rurales.

"ETUDES SUR LA CREATION D'UN POLE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS L'ITALIE DU SUD" - "Etudes" - série économie et finances n° 5 - Bruxelles 1966 - Service des publications des communautés européennes n° 8179 - Edition italienne - En vente.

(Les éditions française, allemande, néerlandaise, anglaise du volume I et une édition française avec sommaire français/anglais des tableaux et des graphiques et une édition allemande avec sommaire allemand/néerlandais des tableaux et des graphiques du volume II sont prévues pour juillet 1967).

Cette étude a pour objet l'implantation, dans les provinces de Bari et de Tarente, d'un centre industriel suffisamment cohérent pour qu'il puisse continuer à se développer grâce au jeu même des forces du marché, une fois que le noyau initial sera en fonctionnement.

La méthode adoptée - que l'étude en question a pour but d'expérimenter - est basée sur le rôle que jouent dans l'économie des industries à cycle complexe, les échanges de biens et services intermédiaires. Cette méthode consiste à implanter simultanément toutes les industries connexes nécessaires au secteur que l'on veut promouvoir et qui, en l'occurrence, est l'industrie mécanique lourde et moyenne, ainsi qu'un nombre d'industries "clientes" suffisant pour justifier économiquement l'existence de ces industries connexes.

L'étude technique proprement dite du pool est précédée d'une analyse socio-économique de la région considérée.

"LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE" (Rapport trimestriel)  
- direction générale des affaires économiques et financières de la CEE  
n° 4/1966 - Service des publications des communautés européennes n° 2001 -  
Publié en quatre langues - En vente.

"BULLETIN DE LA CEE n° 11/66" - Service des publications des communautés européennes 4001 - D-F-I-N-anglais et espagnol.

Au sommaire de ce numéro, en plus des rubriques habituelles, le texte de l'exposé fait par le professeur W. Hallstein, président de la Commission de la CEE à la réunion jointe du Parlement européen et de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 23 septembre 1966, sur le thème : "L'élargissement de la Communauté économique européenne - Les responsabilités économiques et politiques de l'Europe dans le monde", et des extraits de l'exposé présenté par M. Colonna di Paliano, membre de la Commission de la CEE, à la table ronde consacrée à l'entreprise dans la Communauté économique européenne, et organisée à Milan les 22 et 23 septembre 1966.

"BULLETIN DE LA CEE n° 12/66" - Service des publications des communautés européennes n° 4001 - D-F-I-N-anglais et espagnol.

Dans ce numéro : texte de l'exposé de M. Marjolin, vice-président de la Commission de la CEE, fait devant le Parlement européen à Strasbourg, le 18 octobre 1966, sur la recherche scientifique et technique dans la Communauté.

"BULLETIN DE LA CEE n° 1/67" - Service des publications des communautés européennes n° 4001 - D-F-I-N-anglais et espagnol.

Ce bulletin reprend - en plus des rubriques habituelles - le texte d'un exposé présenté par M. L. Schaus, membre de la Commission de la CEE,

devant le Mouvement européen, à Rotterdam, le 15 novembre 1966, et portant sur la politique européenne des transports, ainsi que le texte d'un exposé développé par le professeur W. Hallstein, président de la Commission de la CEE, au colloque entre les institutions de la Communauté, à Strasbourg, le 28 novembre 1966, sur le sujet : "Lignes d'action de la Communauté d'ici à juillet 1968".

"BULLETIN DE LA CEE n° 2/67" - Service des publications des communautés européennes n° 4001 - D-F-I-N-anglais et espagnol.

A signaler :

1. propositions de la Commission pour le stade du marché unique dans les secteurs des céréales, de la viande de porc et du sucre;
2. conférence parlementaire de l'association entre la CEE et les EAMA (Abidjan du 10 au 14 décembre 1966);
3. octroi de préférences tarifaires aux produits semi-finis et finis des pays en voie de développement.

Rubriques habituelles.

#### CECA

- "LE CONTRAT DE TRAVAIL DANS LE DROIT DES PAYS MEMBRES DE LA CECA"
- Service des publications des communautés européennes n° 3568 - D-F-I-N
  - En vente.

Dans le cadre de sa collection du droit du travail, la Haute Autorité vient de publier une étude sur le contrat de travail dans le droit des pays membres de la CECA.

Comme cela a été fait pour les précédentes publications de la collection du droit du travail, le comité d'experts placé sous la tutelle de la Haute Autorité a réuni dans 6 monographies nationales et un rapport de synthèse, tous les éléments qui paraissent nécessaires pour saisir dans ses traits essentiels l'institution juridique qu'est le contrat de travail. Tandis que les monographies décrivent les règles juridiques positives existant dans

les divers pays en matière de contrat de travail, y compris son évolution historique, sa délimitation par rapport aux domaines apparentés du droit, et son importance en tant que source de droit pour les relations individuelles entre employeurs et travailleurs, le rapport de synthèse compare les différents éléments entre eux, en présentant les points communs et en mettant en lumière les différences.

"LE TRAVAIL EN AMBIANCE CHAUDE" - Mai 1966 - Communauté européenne du charbon et de l'acier - En langue française - Diffusion restreinte.

"BILAN DES SOCIÉTÉS SIDÉRURGIQUES DE LA COMMUNAUTÉ 1960-1965" - Service des publications des communautés européennes 13051 - D-F-I-N-E.

"LA LUTTE TECHNIQUE ET LES POUSSIÈRES DANS LES MINES - TOME I" (Collection d'hygiène et de médecine du travail). Diffusion restreinte - Service des publications des communautés européennes n° 3710 - D-F-I-N.

"LES REPERCUSSIONS DE L'ÉVOLUTION TECHNIQUE SUR LA PRODUCTIVITÉ, LES SALAIRES, LA DURÉE DU TRAVAIL ET L'EMPLOI - SITUATION AU 1<sup>er</sup> MARS 1965".

Inventaire des dispositions relatives aux conséquences du progrès technique - D-F-I-N - Service des publications des communautés européennes n° 12460.

"RAPPORT DE SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE L'ORGANE PERMANENT POUR LA SÉCURITÉ DANS LES MINES DE HOUILLE - 1961-1965" - D-F-I-N - Service des publications des communautés européennes 13042.

"LES ENTREPRISES DE LA COMMUNAUTÉ - CHARBON - Volume I, ÉTAT AU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1966" - D-F - Diffusion restreinte - Service des publications des communautés européennes 13148.

"LES ENTREPRISES DE LA COMMUNAUTÉ - ACIER - Volume II, ÉTAT AU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1966" - D-F - Diffusion restreinte - Service des publications des communautés européennes 13189.

"ÉTUDE SUR LA ZONE DE CARBONIA" - Collection d'économie et politique régionale; série "Programmes de développement et de reconversion". La Haute Autorité vient de publier le volume VI portant sur les conséquences sociales de la crise minière dans le bassin du Sulcis (Sardaigne). Service des publications des communautés européennes n° 3710 - D-F-I-N - En vente.

"LE BATIMENT INDUSTRIEL DANS LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL"  
- Collection d'économie et politique régionale - Série "La conversion industrielle en Europe" - Service des publications des communautés européennes  
n° 3847 - D-F-I-N - En vente.

Ce rapport de synthèse a été établi par M. M. Parodi, inspecteur général de l'industrie et du commerce au ministère de l'industrie et du commerce, Paris.

"LES ORGANISMES D'ACTION REGIONALE" - Collection d'économie et politique régionale - Série "Les conversions industrielles en Europe", volume VI  
- Service des publications des communautés européennes n° 3823 - D-F-I-N  
- En vente.

Ce rapport, rédigé par M. A. Detroz, directeur de l'expansion économique minière des affaires économiques et de l'énergie, Bruxelles, représente une synthèse des contributions nationales.

#### OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

"BUDGETS FAMILIAUX 1962-1963 ALLEMAGNE" - Statistiques sociales - Série spéciale n° 5 - Edition bilingue F-D - I-N.

Cette publication, qui fait suite à des études analogues sur les budgets familiaux au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Belgique et en Italie, comporte des données sur le niveau de vie. Elle fournit de nombreuses données relatives au volume et à la structure des dépenses et de la consommation des ménages pour 286 articles et services divers.

Les publications consacrées à la France ainsi qu'à la synthèse et à l'analyse économétrique de la masse considérable des données statistiques recueillies pour l'ensemble de l'enquête sur les budgets familiaux, paraîtront dans quelques mois.

"SALAIRES CEE 1964-1966" - Statistiques sociales n° 5 - Edition bilingue F-D - I-N.

"PUBLICATIONS 1967" - Catalogue des publications périodiques et non périodiques de l'Office statistique des communautés européennes.

## SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Le Service de presse et d'information des communautés européennes (Marché commun, CECA, Euratom) édite, en cinq langues, une série de dossiers de documentation, sur les problèmes les plus actuels de l'intégration européenne. Parmi les dossiers récemment publiés :

- en français : "L'ordre juridique communautaire" (document n° 41)  
"Euratom au service de l'industrie" (en bref)  
"Euratom, établissements de recherches"  
"Nouvelles universitaires européennes" (nos 11, 12, 13)
- en allemand : "Aufgaben des Wettbewerbs im Gemeinsamen Markt" von  
H. von der Groeben, Mitglied der EWG-Kommission
- en italien : "La politica della concorrenza nella CEE" (documenti n° 23)  
"Il punto sul Mercato comune" (brochure)  
"Piccola bibliografia italiana dell'integrazione  
europea" n° I  
"Piccola bibliografia di lingua francese dell'integrazione  
europea" n° 2
- en néerlandais : "De rol van de mededinging in de gemeenschappelijke  
markt" door H. von der Groeben  
"Het regionale beleid in de EEG"
- en anglais : "How the European Economic Community's Institutions work"  
(Community Topics 27)

Ces publications peuvent être obtenues en écrivant au Service de presse et d'information des communautés européennes, à Bruxelles (244, rue de la Loi), à Luxembourg (18, rue Aldringer) ou aux bureaux de Bonn, Paris, La Haye, Rome, Londres, Genève, Washington ou New York.

## DIVERS

"LE CHANCELIER ADENAUER ET LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE", par  
M. J. Monnet, centre de recherches européennes, Lausanne 1966.



Texte de l'allocution prononcée par M. J. Monnet, à l'occasion de la remise de la première médaille d'or de l'association des amis du président Robert Schuman au Chancelier Adenauer, le 2 juillet 1966, à Montigny-lez-Metz.

"BULLETIN DU CENTRE EUROPEEN DE LA CULTURE", 122, rue de Lausanne, Genève. Association des instituts d'études européennes - Annuaire 1966-1967.

"EUROPA - WIRTSCHAFTLICHE NOTWENDIGKEIT-POLITISCHE MÖGLICHKEIT"  
Bund-Verlag GmbH, Köln-Deutz - Fünfzehntes Europäisches Gespräch  
Mit Beiträgen von : H.G. Buitter - H. Brugmans  
J. Fohrmann - W. Haferkamp  
J.B. Hynd - K. Koppe  
H. Kuby - Th. Lefèvre  
R. Mayer - L. Rosenberg  
A. Spinelli - B. Tacke  
O. Wanke - Th. Westerterp U.A.

"GUIDE SUCCINCT DES ELEMENTS D'APPRECIATION CONCERNANT LA SIDERURGIE FRANCAISE DANS SON CONTEXTE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI, JANVIER 1967" - CGT-FO métallurgie, par R. Schwob, secrétaire fédéral de la sidérurgie force ouvrière.

"LA SOCIETE DE DEMAIN DANS L'EUROPE D'AUJOURD'HUI", par L. Moulin, professeur au collège d'Europe - Editions Denoël-Ferro, 14, rue Amélie, Paris 7ème, dans la collection "Europa una", dirigée par G. Ferro.

"L'OBJECTIF", cahiers du travail, n° 3 novembre-décembre 1966, publié par l'INDIT, Paris.

Au sommaire notamment :

- le plan professionnel de la sidérurgie française;
- le congrès des TUC;
- la grève dans l'aviation aux Etats-Unis;
- "la giusta causa" : réactions syndicales Italie.

"A CODE OF JUSTICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES" - Jurisdiction and procedure, Butterworths, London, par Edward W. Hall, M.A.

Dans cet ouvrage, l'auteur cherche à donner un tableau aussi fouillé et complet que possible du rôle, des caractéristiques et de l'activité de la Cour de justice des communautés.

Son analyse porte essentiellement sur les tâches de la Cour et les aspects multiples de sa juridiction.

Pour chacun des problèmes qui se posent, M. Hall ne se limite pas à un exposé théorique mais établit une liste des cas concrets qui se sont vérifiés.

"L'IDEE EUROPEENNE 1918-1966" par H. Brugmans, 2ème édition, De Tempel, Bruges.

A cette deuxième édition d'un ouvrage déjà largement connu, M. Brugmans a apporté tous les compléments que l'évolution récente de la situation rendait nécessaires.

"PRINCIPES DU DROIT DES ENTENTES DE LA CEE", par M. W. Van Gerven - Editions E. Bruylant, Bruxelles, décembre 1966.

"ARBEITSPLATZ EUROPA", Europa Union Verlag, Köln, par Schlösser, Kaufmann, Siebrecht, de Haan, Henze, Wolf, Jahr et Abadan.

Ce petit volume est consacré aux problèmes des ouvriers étrangers dans les pays européens et en particulier en Allemagne fédérale (chapitre statistique); principes d'une politique des étrangers; intégration; assimilation; pourquoi doit-il y avoir une libre circulation des travailleurs en Europe ?; la situation des ouvriers étrangers du point de vue du droit et étude spéciale sur la situation et les problèmes des ouvriers turocs en Allemagne fédérale.

SOMMAIRE  
DES PRINCIPAUX SUJETS PRESENTES DANS LES  
"INFORMATIONS SYNDICALES ET OUVRIERES" EN 1966

a) Les syndicats et l'évolution de l'Europe

- La Vème assemblée générale des syndicats libres des Six n° 8
- La IVème conférence européenne des syndicats chrétiens n° 7
- Colloque syndical européen organisé par la Haute  
Autorité de la CECA n° 2
- Conférence sur les aspects sociaux du développement nucléaire n° 4
- 2ème colloque syndical européen organisé par la Haute  
Autorité de la CECA n° 7
- Séminaire Euratom de formation professionnelle en matière  
de radioprotection n° 7
- Les syndicats CISL et CISC des Six décident de renforcer  
leur collaboration au niveau européen n° 1
- Réunion du comité exécutif des syndicats CISL : situation  
politique de la Communauté; rapports avec les syndicats FSM n° 2
- Les syndicats chrétiens des Six examinent la situation  
générale au sein de la Communauté européenne n° 3
- G.B. Cavazzuti, président du comité consultatif de la CECA n° 1
- Rencontre entre FIM (CISL-Italie) et FGM (CFDT-France) n° 1
- La CFDT (France) et la construction de l'Europe nos 2-6
- Louis Major, président du Comité économique et social  
CEE-Euratom n° 5
- Session d'études syndicales à l'Université de Louvain n° 5

b) Les syndicats et la CEE

- Les syndicats des travailleurs agricoles CISL et CISC  
se prononcent pour une convention collective sur le plan  
de la CEE n° 2
- Conférence nationale CFDT (France) des travailleurs immigrés n° 3
- Message de M. Levi-Sandri, vice-président de la Commission  
de la CEE, à l'occasion de la fête du 1er mai n° 4

- Politique agricole commune : les syndicats et l'accord du 24 juillet 1966 n° 6
- 1ère conférence européenne des syndicats CISL du bois et du bâtiment n° 8

c) Les syndicats et la CECA

- Colloques syndicaux européens organisés par la Haute Autorité de la CECA n°s 2-7
- L'intersyndicale CISL-CECA examine la situation et les problèmes actuels dans les industries du charbon et de l'acier n° 1
- "Prestation CECA aux mineurs" : un memorandum des syndicats libres et chrétiens n° 2
- Production charbonnière et politique énergétique dans un discours de M. F. Dohmen, président du NKMB (Pays-Bas) n° 5
- La situation en sidérurgie examinée par la centrale des métallurgistes de Belgique n° 5
- Prise de position des mineurs CISL sur la politique charbonnière européenne n° 6
- Un discours de M. Coumans, président des mineurs NVV (Pays-Bas) sur les problèmes européens n° 8

d) Les syndicats et l'Euratom

- Conférence sur les aspects sociaux du développement nucléaire n° 4
- Séminaire Euratom de formation professionnelle en matière de radioprotection n° 7

e) Assemblées et congrès syndicaux

- Vème assemblée générale des syndicats libres des Six n° 8
- IVème conférence européenne des syndicats chrétiens n° 7
- Congrès statutaire de la FGTE (Belgique) n° 1
- 9ème congrès confédéral de la CGT "Force ouvrière" (France) n° 3
- 24ème congrès du NVV (Pays-Bas) n° 3

- Réunion sur les problèmes européens des internationales chrétiennes des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation	n° 3
- 7ème congrès de la confédération des syndicats allemands (DGB)	n° 4
- 4ème congrès national de la UILCID (Italie)	n° 4
- 7ème congrès de l'IG Bau, Steine, Erden (DGB-Allemagne)	n° 5
- Congrès SETCA-FGTB (Belgique)	n° 5
- Congrès restreint de la centrale de francs-mineurs (CSC-Belgique)	n° 5
- 5èmes journées européennes d'études de l'union européenne des travailleurs du film et de la télévision	n° 5
- 17ème congrès de la fédération CFDT des finances (France)	n° 6
- 8ème congrès "Force ouvrière" de la métallurgie (France)	n° 7
- 16ème congrès de la fédération internationale des syndicats chrétiens d'employés, techniciens, cadres et voyageurs de commerce	n° 7
- Congrès statutaire du LAV (Luxembourg)	n° 7
- 24ème congrès mineurs CFTC (France)	n° 7
- Congrès ordinaire de la CSC (Belgique)	n° 8
- 15ème congrès de la fédération des industries chimiques (CFDT-France)	n° 8
- Congrès de la fédération internationale des travailleurs chrétiens, réfugiés et émigrés	n° 8
- Colloque syndical agricole Cisl	n° 8
- 1ère conférence européenne des syndicats Cisl du bois et du bâtiment	n° 8
- La création de l'EUROFEDOP (CISC)	n° 8
- Réunion du comité syndical (Cisl) de la fédération internationale des employés et techniciens (Marché commun)	n° 8
- Réunion du comité syndical (Cisl) des PTT des pays du Marché commun	n° 8
- Réunion des syndicats européens du spectacle (Cisl)	n° 8

f) Prises de position des comités professionnels et industriels

- Le "comité métal" Cisl et les propositions de la CEE en matière de constructions navales	n° 1
--------------------------------------------------------------------------------------------	------

- Politique des transports : positions syndicales n°s 1-4
- Une motion de la section "pêche" du comité européen des transports (CISC) sur les problèmes de la politique commune des pêcheries dans la CEE n° 1
- La représentation syndicale au niveau communautaire : résolutions adoptées par l'INFEDOP (CISC) n° 3
- Réunion sur les problèmes européens des internationales chrétiennes des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation n° 3
- Une résolution des syndicats CISL de la chimie des Six sur la situation générale en Europe n° 4
- Réunion du bureau du groupe des syndicats de l'alimentation, du tabac et de l'industrie hôtelière CISL dans la CEE n° 5
- Une déclaration des jeunes de la CISL sur les problèmes européens n° 7

g) Les syndicats FSM et le Marché commun

- La CGIL (Italie) demande à entrer dans les organismes communautaires n° 1
- Articles de "Rassegna Sindacale" (CGIL-Italie) n° 1
- "Unité d'action et Marché commun" (un article de L. Mascarello, secrétaire de la CGT (France)) n° 2
- CGIL (Italie) et CGT (France) demandent à entrer dans les organes consultatifs des communautés n° 3

h) Le mouvement ouvrier et l'intégration européenne

- 2ème conférence européenne des ACLI (Italie) n° 5

- i) Revue de la presse syndicale et ouvrière dans tous les numéros excepté le n° 8

- j) Bibliographie et documentation dans tous les numéros

## INFORMATIONS

a) "Informations syndicales et ouvrières" entrent dans leur cinquième année d'existence.

Le but de cette publication, comme nous le rappelons dans chaque numéro, est notamment "d'informer les dirigeants syndicaux des pays de la Communauté européenne sur les prises de position des diverses organisations syndicales au sujet de la construction de l'Europe".

b) A partir de ce numéro nous commençons à publier une nouvelle rubrique sous le titre "communautés européennes", dans laquelle nous reproduisons des textes, émanant des communautés, qui peuvent plus directement intéresser nos lecteurs.

c) Nous signalons aussi que la rubrique "revue de la presse syndicale et ouvrière" est supprimée; mais elle sera en grande partie reprise dans le "relevé d'articles de la presse syndicale et ouvrière" également édité par la "division information syndicale" du Service de presse et d'information des communautés européennes.

## A NOS LECTEURS

CETTE PUBLICATION A POUR OBJET - ENTRE AUTRES - D'INFORMER LES DIRIGEANTS SYNDICAUX DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE SUR LES PRISES DE POSITION DES DIVERSES ORGANISATIONS SYNDICALES AU SUJET DE LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE. IL VA DE SOI QUE LES OPINIONS SYNDICALES EXPRIMEES N'ENGAGENT QUE LEURS AUTEURS ET EN AUCUNE FACON LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES

NDLR

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

4003/1/1967/5